Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 53 (1961)
Heft: 5

Artikel: On ne veut pas de pain seulement
Autor: Rochat, J.-P.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-385195

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

maladie. La revision partielle qui est en cours ne compromettra pas la réforme que j'ai tenté d'esquisser. Mais, à la longue, certaines transformations fondamentales seront probablement inévitables. Il se peut cependant que ces questions ne soient pas encore suffisamment mûres pour faire l'objet de propositions législatives. Quoi qu'il en soit, si cet exposé avait pour effet d'engager l'opinion à réexaminer l'un ou l'autre des problèmes et de faire progresser la réforme de l'assurance-maladie, il aurait atteint son but.

On ne vit pas de pain seulement

Par *J.-P. Rochat*

N'appartenant pas aux milieux syndicaux, mais attiré depuis longtemps vers les problèmes qui touchent à l'éducation populaire, j'ai éprouvé un vif plaisir à lire dans *Coopération* du 5 novembre 1960 ces lignes relatant une conférence de M. Jean Moreillon, secrétaire FOMH à Genève:

« Il y a de sérieuses lacunes dans l'éducation du travailleur, chez lequel on éveille trop rarement un désir de culture... Quant aux syndicats, ils ont avant tout lutté pour la réalisation d'objectifs immédiats d'ordre matériel... Mais ils sont arrivés à un tournant: ils peuvent et doivent s'occuper désormais activement de la formation culturelle de l'ouvrier. » Et M. Moreillon de préciser ce qu'il entend par appétit culturel: « Cette quête et cette affirmation de l'homme qui seules éviteront la faillite de notre système social. »

On ne saurait mieux dire. S'il est permis à un profane d'exprimer son admiration pour les conquêtes sociales dont s'enorgueillit à juste titre le mouvement syndical, peut-être lui accordera-t-on de penser que l'amélioration du sort de l'ouvrier ne conduira qu'à d'amères déceptions si elle ne débouche que sur le vide spirituel et la plate satisfaction d'appétits matériels.

Il faut se réjouir de voir les heures de travail diminuer, la semaine anglaise s'implanter peu à peu dans nos mœurs et l'octroi des vacances payées se généraliser. Le rythme trépidant souvent imposé par la machine au travailleur moderne rend indispensable ces pauses roboratives. Et pourtant, mises à part quelques heures de sommeil supplémentaires, quel travailleur saurait consacrer au total farniente ses heures de loisir? Tout homme normalement constitué sait que ce n'est pas l'inaction qui repose, mais un changement d'activité.

Donc, c'est un fait établi, le travailleur qui dispose de loisirs accrus cherche à les meubler d'occupations diverses. Et c'est là qu'intervient la grande question qui devrait nous préoccuper: saura-t-il le faire intelligemment? A notre époque d'extraordinaire fer-

mentation d'idées, saura-t-il goûter aux mets intellectuels, artistiques, spirituels qui lui sont si libéralement offerts. Le livre, le disque, les ondes, les voyages, sources inépuisables de pensée, éveilleront-ils en lui cet appétit de vivre sur un plan supérieur? Il est permis d'en douter. L'exemple des universités populaires est significatif: elles n'intéressent, semble-t-il, que les milieux bénéficiant déjà d'une certaine culture, car il est en effet difficile de « mordre » à l'abstraction sans un minimum de préparation intellectuelle ou plutôt psychologique.

Et cela nous amène à constater que la grande responsable de cette inappétence trop souvent avérée pourrait bien être l'école populaire. L'école qui s'est contentée de donner du savoir, de l'« utile », et s'est trop peu attachée à ouvrir les esprits vers d'autres horizons. Absorbée dans ses soucis de rendement immédiats, l'école a-t-elle su donner à ceux qui la quittent le goût de la lecture, par exemple, des arts, de la musique, voire, sur un plan plus concret, du bricolage technique, des collections enrichissantes?

Tant que l'école populaire se contentera de remplir de savoir rentable les cerveaux des futurs travailleurs, tout espoir de voir s'élever le niveau culturel de la nation sera vain, et Bergson pourra attendre longtemps encore ce «supplément d'âme » dont il fait la condition de survie d'un monde deshumanisé.

« Ce monde ira toujours comme il va si le trésor des Humanités est réservé à ceux qui en sont les plus dignes. Au contraire, si l'on se mettait à instruire les ignorants, nous verrions du nouveau. »

Cette citation d'Alain, dans les *Propos sur l'Education* (p. 45), nous conduit au cœur du problème. Toute réforme scolaire devrait tendre non seulement à soigner mieux encore la formation des élites, mais aussi et surtout à promouvoir à un niveau culturel supérieur l'ensemble de la population enfantine. Bien sûr, tout éducateur le dira, il y aura toujours des réfractaires à ces notions moins concrètes, des esprits fermés à tout ce qui sort du cadre étroit des préoccupations matérielles. Mais entre cette petite minorité et ce 50% d'enfants qui entre 12 et 16 ans ne reçoivent chez nous qu'une instruction élémentaire, il y a une marge! Loin de médire de l'école primaire dans ses dernières années, et encore moins de ses maîtres, qui souvent réalisent des prodiges malgré des conditions et un climat de travail singulièrement défavorables.

Il n'en reste pas moins que le problème des classes de fin de scolarité primaire est maintenant posé, et non seulement chez nous. Ce fut le thème de discussion principal du dernier congrès de la Fédération internationale des associations d'instituteurs, à Amsterdam, en 1960. De toutes parts, des critiques s'élèvent contre les systèmes scolaires qui maintiennent à un niveau d'instruction élémentaire une majorité d'adolescents. Il semble bien que l'école primaire traditionnelle – dans ses classes terminales bien entendu – ne suffit

plus à satisfaire le besoin de culture qui est, ou devrait être, celui de l'homme d'aujourd'hui.

Ou notre école primaire deviendra de plus en plus celle des ratés, ou elle se transformera profondément. Dans quel sens alors souhaiter cette refonte radicale?

Tout d'abord en diminuant le plus possible les barrières qui séparent aujourd'hui plus que jamais les divers types d'enseignement. Ecoutons encore Alain: « Il faut, dès les premières années, pousser aussi avant qu'on pourra. Décider d'après les grâces et la facilité, choisir l'un pour la culture et exclure l'autre, c'est injustice et c'est imprudence. Les belles-lettres sont bonnes pour tous, et sans doute nécessaires au plus grossier, au plus lourd, au plus indifférent, au plus violent. » (Ouvrage cité, p. 59.)

Il est antisocial de décider dès dix, onze ou même douze ans, qui sera appelé à la culture et qui en sera exclu. Il est connu que le milieu familial et social joue un très grand rôle dans la maturation psychique du jeune enfant. Bien des valeurs encore en veilleuse au moment de l'option décisive, à cause de la modestie du milieu familial, se révèlent plus tard.

Dans sa *Politique de l'Emploi et de l'Education,* le professeur lausannois P. Jaccard est plus sévère encore: « Toute sélection à l'âge scolaire est prématurée... Le devoir de l'école est d'instruire et d'éduquer, non d'éliminer. Il faut laisser à la vie le soin de décider du destin des gens. » (P. 225.)

Il est injuste aussi de ne faire porter l'orientation – c'est-à-dire la répartition des enfants dans les sections correspondant le mieux à leurs goûts et à leurs aptitudes – que sur la part privilégiée des enfants admis à l'école secondaire, les autres étant condamnés – le mot n'est pas trop fort – à se nourrir jusqu'au bout d'un seul et unique type de programme.

Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans le détail des réformes souhaitées. Les mouvements qui s'amorcent dans les milieux les plus divers en faveur d'une école mieux adaptée à la civilisation moderne feront de plus en plus parler d'eux, et nous aurons certainement l'occasion de revenir bientôt sur la question. Disons simplement qu'il paraît bien que la promotion culturelle du monde ouvrier serait grandement facilitée par une différenciation plus tardive des types d'enseignements. En tout état de choses, ce qu'il faut éviter avant tout, c'est une sélection prématurée sur une voie scolaire sans issue.

Ce qui importe toutefois, et nous ne saurions trop y insister, c'est que les syndicats ne se désintéressent pas de ces problèmes. L'avenir du monde ouvrier, du monde du travail tout entier est fonction d'une promotion générale de l'école populaire. Car les réformes scolaires se feront, ne serait-ce que pour satisfaire aux besoins économiques qui réclament des cadres d'élite. Le malheur serait qu'elles n'obéissent qu'à des impératifs de ce genre, et que soit perdue, par insou-

ciance des milieux populaires, l'occasion d'élever fortement le niveau culturel des masses.

L'inégalité d'instruction est une des principales sources de la tyrannie, disait Condorcet. Affirmation qui n'a rien perdu de sa redoutable acuité, en ce siècle où la science progresse à pas de géant. C'est bien ce que confirme aujourd'hui Jean Guéhenno dans cet aphorisme qui sera notre conclusion: « Les hommes à idées mènent le monde, et l'on pense avec une sorte d'effroi à celui que les fatalités sociales laissent sans lumières, devant eux si terriblement armés. » (*Sur le Chemins des Hommes*, p. 164.)

Allocution du 1er Mai à Radio-Genève

Par *Jean Möri*

« C'est donc arrêté: les ouvriers d'Amérique, d'Angleterre et de toute l'Europe feront des manifestations de différentes natures, conformes aux décisions du congrès international des ouvriers », écrivait le 25 avril 1890 le *Grutléen*, organe officiel et obligatoire pour les membres des sections romandes de la Société du Grutli.

« Dans bien des contrées, les ouvriers chômeront, feront des cortèges et des assemblées populaires. Ce sera la grande Fête du travail, qui sera célébrée chaque année à la même époque. La plupart des gouvernements ne verront pas sans appréhension cette grande manifestation et sont résolus à l'empêcher.

» En Suisse, ajoutait le vaillant organe du mouvement ouvrier de la fin du siècle dernier, nous croyons que tous les gouvernements seront assez sages pour laisser toute liberté aux manifestations ouvrières. »

Au programme revendicatif figurait la journée de huit heures et la protection légale des travailleurs au moyen de conventions internationales.

Ces revendications, assez révolutionnaires pour l'époque, indignèrent évidemment le patronat de droit divin et troublèrent dans leur douce quiétude les autorités politiques et même spirituelles, encore peu enclines à s'engager dans les voies du progrès. Un pasteur de La Chaux-de-Fonds [1], dont le *Grutléen* ne cite malheureusement pas le nom, eut cependait l'audace de faire en chaire la déclaration suivante: « J'affirme pour ma part qu'il y a quelque chose de profondément juste et de profondément chrétien dans les revendications

[1] Selon des informations qui nous sont parvenues après le 1er Mai, il s'agit du pasteur Borel-Girard, de la paroisse indépendante, dont la petite-fille est membre de la VPOD. Bon sang ne saurait mentir. *(Réd.)*